



“ Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu ”

Bertolt Brecht

Le secteur retraités et ses représentants

Louise GAVARY
Edouard VERNIER
Bernard CHARLIER
Roland ROUZEAU
Viviane GOBEAUX
Marie-Claude BAUDELET
Sylvie DURTH
Yan LEQUEUX
Michèle BUCLON
Nicole LERAUX
Yvon ADAM
Suzanne FORGET
Raymond DELIGNY
Michel LOREAU
Pierre ROBINET
Françoise ROBINET
André COLLET
Martine BEISSEGES
Jacques SILHOL
Elisabeth POGGI
Michel OSSAKOWSKY
Jacques RIGOLET
Gérard WERMELINGER
Pierre ZINDY
Nicole COULON
Paulette CADET
Alain LESIMPLE
Victor KOWALYK
Michel CREMONESI
Annick BEGUERY
Françoise LEGRAND
Didier KNOSP
Jacqueline GUILLOU

SOMMAIRE

Édito	p.2
Actions : être retraité syndiqué	p.3
Actions : les retraités dans la rue	p.4
Actifs-retraités	p.5
Actu : JO Paris 2024	p.6
Actu : nouvelles pratiques physiques	p.7
Actu : construire ensemble	p.8
Culture, loisirs	p.9
Région	p.10
Région (suite) et séjours	p.11
Séjours (suite) et syndicalisation	p.12

YVON ADAM ET NOUS !

Yvon a la mémoire souvent moins défaillante que la nôtre !... Notamment, en ce qui concerne tous les événements qui ont construit le SNEP-FSU.

A l'occasion de son anniversaire il nous l'a encore prouvé !

Au siège du SNEP-FSU, lorsque les membres du secrétariat des retraités lui ont souhaité un bon anniversaire, en compagnie des responsables nationaux du secteur péda, l'évocation précise et datée de son investissement professionnel et de son militantisme syndical, agrémentée d'anecdotes savoureuses et pleines d'humour, a été un moment exceptionnel et émouvant.

« Il ne faut avoir aucun regret pour le passé, aucun remords pour le présent et une confiance inébranlable pour l'avenir. » écrivait Jean Jaurès

Cette citation est la tienne, Yvon.

Très bon anniversaire !



EDITO

Ne jamais rien lâcher !

Le président de la République et son gouvernement mènent une lutte sans merci contre tous les acquis sociaux, les systèmes solidaires et les plus démunis. Après avoir ponctionné les retraités via la CSG, gelé leurs pensions, il prévoit maintenant de s'attaquer aux retraites futures et aux minima sociaux... « Droit dans ses bottes », il n'écoute rien ni personne et se moque ouvertement des milliers de personnes qui défilent régulièrement pour contester ses orientations et sa politique. A chaque journée de mobilisation, comme celle des retraités du 14 juin, nous avons droit à de nouvelles saillies : les minima sociaux coûtent « un pognon de dingue », il faut « responsabiliser les pauvres »... Ce mépris de classe est de plus en plus insupportable et ce, d'autant plus, quand on rapproche ces propos, des milliards d'euros de cadeaux faits à la finance et aux plus riches.

Dans une société fracturée où toutes les solidarités sont attaquées, le repli sur soi, l'autoprotection, le désir d'essayer de s'en sortir par soi-même, sont des réponses « naturelles » mais ce faisant, permettent l'installation d'une politique qu'il nous faudrait combattre vigoureusement. Les mobilisations sociales existent mais peinent à être suffisamment massives pour enrayer le processus, parce que le projet global est insuffisamment perceptible. La prochaine réforme des retraites peut être ce moment particulier, faisant le liant entre toutes les générations et toutes les catégories, parce qu'elle s'attaquera à quelque chose de commun à tous et toutes : pouvoir vivre dignement de sa retraite, en bonne santé et dans de bonnes conditions.

Certes, pour l'heure, les mouvements de contestation ne « gagnent rien » de manière globale, mais ici ou là sont engrangés des petites victoires, des petits reculs qu'il ne faut pas négliger. Des voix discordantes commencent à se faire entendre au sein de la majorité, des remises en cause sont toujours possibles et il est indispensable de ne rien lâcher. « Vivre, c'est lutter contre ce qui empêche de vivre » disait Reverdy et la lutte est ce qui permet de faire vivre un idéal, un espoir dans un monde meilleur. Elle est indispensable à tous, parce qu'elle imagine des perspectives pour une vie meilleure. C'est par elle que naîtront les victoires futures.

Cette année aura été difficile, mais aussi réjouissante dans les solidarités qui auront pu se construire avec les mobilisations, la suite le sera tout autant si nous ne perdons pas de vue nos visées. L'été sera un moment particulier pour se ressourcer et rassembler nos forces pour être prêts, dès la rentrée, à continuer ce combat.

benoit.hubert@snefsu.net

JE SUIS EN RETRAITE, J'ARRIVE EN RETRAITE, JE RESTE SYNDIQUÉ



En activité, les raisons sont multiples de se syndiquer. Comment défendre et promouvoir son métier et les personnels dont nous faisons partie, si ce n'est en s'organisant collectivement autour d'une organisation comme le SNEP-FSU. Ensemble, nous nous battons pour la juste place de l'EPS dans notre système éducatif. Nous revendiquons une carrière respectueuse de notre formation et de notre investissement.

Lorsqu'arrive la retraite, qui pourrait penser que toutes nos difficultés sont résolues et qu'il n'y a qu'à mordre la vie à pleines dents ? Restent devant nous de multiples problèmes, comme notre pouvoir d'achat,

l'aide dont nous aurons besoin un jour ou l'autre, l'accès à une maison de retraite ou une EHPAD, des services sociaux garants d'un traitement équitable pour toutes et tous. Tout cela doit être garanti à toutes et tous, quels que soient les revenus. Seuls les services publics le permettent. Les raisons de se mobiliser se trouvent dans ce droit.

Retraités, nous sommes en ligne de mire du gouvernement qui voit en nous une manne à partager avec les plus riches, comme le montre l'ensemble des mesures prises depuis une an : baisse et gel des pensions, réduction des services publics ainsi que des personnels en charge de leur

fonctionnement, hausses diverses des besoins de consommation comme l'électricité, le gaz, le fuel... et, dans le même temps, suppression de l'ISF, baisse des taxes diverses pour les entreprises, baisse des taux d'imposition pour les hauts revenus,....

Certain-es nous diront : « il faut bien partager les richesses produites par notre pays, on ne peut dépenser plus qu'on ne crée ».

C'est parce que notre pays produit suffisamment de richesses et qu'elles sont destinées à quelques privilégiés, que nous dénonçons une injustice qui frappe une grande partie de la population, dont les retraités.

Rester syndiqué-e lors de l'accès à la retraite, c'est continuer à agir collectivement pour exiger des conditions de vie, justes, pour soi, mais aussi pour toutes celles et ceux qui subissent une politique particulièrement injuste. Augmenter notre pouvoir d'achat, maintenir des services publics au service de toutes et tous, améliorer les conditions du vieillissement,... n'est que justice après une vie professionnelle qui a contribué à créer les richesses dont nous avons besoin aujourd'hui.

Alors, oui, je suis en retraite, j'arrive en retraite, je reste syndiqué-e. ■

Bernard CHARLIER

DÉBAT AVEC DANIEL RALLET

Le débat, après l'exposé de Daniel, a essentiellement porté sur la nécessité de « sonner l'alarme » à propos des graves projets concernant les pensions à venir, des actifs, les plus concernés, mais aussi des retraités. En effet, pour obtenir satisfaction, la mobilisation des retraités (et des actifs !), n'est pas encore à la hauteur des attaques que nous subissons.

Pour quelles raisons ? Quels sont nos responsabilités et nos moyens disponibles pour mieux faire face et « prendre la question en mains » ?

La complexité des projets est réelle et leur gravité est sous-estimée : la mise en cause des cotisations solidaires au profit d'un système assurantiel ; la contribution de l'État en tant que « salaire continué » ; les « comptes notionnels » avec choix possible entre taux fixe ou variable ; la perte résultant de l'indexation sur les prix au lieu des salaires ; les conséquences, chiffrées, du « calcul par point cotisé » ; la perte de l'IR-

CANTEC et du COREM, le détournement du RAPP ; l'essentiel est de bien faire les calculs, mais surtout de saisir que l'enjeu n'est pas que paramétrique, mais aussi systémique, pour individualiser, rogner et marchandiser, bien loin de « l'avenir pérenne » qui nous est promis !...

Ne pas considérer la dégradation comme inéluctable : l'opinion a déjà basculé en Suède, au Portugal, en Italie... ; en France, les retraités ont déjà montré une réactivité notable ; les 14% consacrés aux retraités, d'un PIB en croissant, ne sont ni injustifiés, ni inaccessibles ; le pouvoir est quand même contraint de se donner du temps pour préparer le terrain des privatisations et nous pouvons utiliser ce temps pour renforcer les mobilisations, en allant à la rencontre des retraités et actifs qui, actuellement, n'y croient plus !...

Ce qui nous incombe : mener une grande bataille d'idées, pour mieux expliquer et dénoncer les projets, mais aussi rendre



crédible une alternative partagée par actifs et retraités ; elle sera nécessairement systémique : solidarité contre concurrence individualiste. Nos outils possibles : multiplier les rencontres, à tous les niveaux, par des stages, des séjours ; associer et articuler associations et organisations. Attaquer les points faibles de l'adversaire, notamment quand Macron évoque de soi-disant « non-concernés », des « échéances lointaines », des privilèges abusifs (ils sont bien ailleurs !...) ... Varier les sources d'information : utiliser les sites et bulletins nationaux et académiques.

... Et, déterminés, nous rassembler dans l'action, spécifique et globale. ■

Edouard VERNIER

ENSEMBLE, OCCUPONS-NOUS DE NOS AFFAIRES !

Les réponses apportées aux situations de notre vie quotidienne dépendent du contexte politique et social et de sa traduction électorale. Il en résulte des choix et décisions qui répondent ou non aux attentes certes individuelles, mais aussi collectives, exprimées notamment par le mouvement syndical et associatif. Sommes-nous, en France, de ce point de vue dans une situation particulière ? L'objet de cet article n'est pas d'énoncer une ou des vérités, mais d'ouvrir une réflexion.

Où les décisions sont-elles prises ?

La France serait-elle isolée ? Pourtant, les échanges économiques, culturels, de population, sont mondiaux. Ensuite, nous sommes membres de l'Union Européenne et à l'intérieur de celle-ci, de la zone euro. De ce fait, une très forte proportion des choix politiques français sont soumis à des règles et législations européennes. Mais la structure des institutions européennes implique que les orientations et décisions prises à ce niveau, dépendent à la fois des exécutifs des états membres (pour les Conseil des Ministres, Conseil Européen, Commission Européenne, Cour de Justice, Cour des Comptes ...) et du Parlement, élu au suffrage universel direct. Et les politiques nationales et européennes peuvent aussi être influencées par les interventions du mouvement social (syndical et associatif) à ces deux niveaux, le niveau européen restant toutefois, aujourd'hui encore, faible, ne serait-ce qu'au regard de la puissance du lobbying patronal institutionnalisé au niveau des structures européennes.

Crise ?

Difficultés face aux questions migratoires, Brexit, crise grecque, gouvernements nationalistes ou d'extrême droite en Hongrie, en Tchéquie, en Pologne, en Bulgarie, en Autriche, en Italie, poussée de même nature en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, en Suède... difficultés à composer les gouvernements parfois pendant plusieurs mois (Italie, et plus encore Allemagne, Pays-Bas, Belgique) ou exécutif élu par une minorité de citoyens (France¹)..., difficultés du mouvement syndical à se faire entendre (voir note²)... Aujourd'hui, le paysage peut interroger : n'en sommes-nous pas à un moment de crise profonde à la fois de l'UE et des états membres ?

Quelles causes ?

N'y-a-t-il pas coupure entre les élus et les exécutifs d'une part, les citoyens d'autre part ? L'épisode du traité européen, imposé sous une forme quasi identique malgré son rejet après le vote contre des Français et des Néerlandais n'a-t-il pas laissé des traces ? La concentration des collectivités (métropoles, régions), mouvement qui n'est pas limité à la France, n'éloigne-t-elle pas les citoyens des centres de décision ? Les traités internationaux négociés et signés en dehors de toute information sérieuse et approfondie (CETA avec le Canada, TAFTA

avec les USA), en plus des conséquences négatives à venir, ne contribuent-ils pas au rejet de l'Europe dans l'opinion ?

La méthode macronienne de gouvernement par ordonnances ou de pseudo consultations avec les organisations syndicales, lors desquelles les véritables projets ne sont pas mis sur la table, les tentatives de contournement, voire parfois d'affaiblissement sinon d'éradication des corps intermédiaires, comme en Grande Bretagne, mais aussi actuellement en France², n'ont-elles pas des conséquences délétères ?

Les politiques mises en œuvre dans la plupart des pays de l'UE³ sur une base de transfert accru des richesses produites plutôt vers la spéculation financière que vers l'investissement et la redistribution : privatisation des services publics et leurs conséquences négatives sur les tarifs et la qualité du service, attaques contre les protections sociales acquises - enfance, retraites, santé, vieillesse, dépendance -, blocage voire réduction des salaires, destructions d'emplois, allongement du temps de travail de ceux qui en ont (notamment par le recul du départ à la retraite)... peuvent-elles rester sans conséquences sociales et politiques ?

Et nous, dans tout ça ?

Faut-il s'isoler, espérer s'en sortir seul comme individu ou comme pays et finalement accepter l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative et que « l'enfer c'est les autres »⁴ ? L'organisa-

tion des solidarités sociales (Services Publics, Protection Sociale, vie associative et engagement citoyen...) est-elle obsolète ? Les modes de fonctionnement et d'action syndicaux ainsi que les rapports du syndical de l'associatif et du politique sont-ils à revoir ? La répartition actuelle des richesses produites dans le monde et leur mode de production doivent-ils perdurer tels quels ?

Osons deux affirmations : la première nécessité indispensable est de s'informer et de débattre de ces questions, ce qui suppose l'échange collectif ; la seconde, est d'élaborer des propositions, de se rassembler et d'agir, et rassemblés nous sommes plus forts. Me croirez-vous ? Ensemble occupons-nous de nos affaires !

Roland ROUZEAU

¹Le Président de la République a été élu avec 43,61% des inscrits (et une proportion importante de votes pour faire barrage à l'extrême droite et non pour son programme) et le taux de participation au deuxième tour des législatives a été de 42,64 % des inscrits, un grand nombre de députés ayant été élus avec moins de 25 % des inscrits.

²Même la CFDT, pourtant toujours bien disposée à l'égard des gouvernements et prête aux concessions, semble être ignorée.

³A quelques exceptions près (Allemagne pour les salaires mais pas le reste, Portugal avec une remise en cause de l'austérité et des mesures antisociales) qui ne sont pas sans lien avec la puissance des mouvements sociaux.

⁴«Ce que j'ai voulu indiquer, c'est précisément que beaucoup de gens sont encroûtés dans une série d'habitudes, de coutumes, qu'ils ont sur eux des jugements dont ils souffrent, mais qu'ils ne cherchent même pas à changer.» J-P SARTRE.

Macron nous prend t-il pour des cons ?

Un des arguments de Macron, pour tenter de faire admettre l'augmentation, au 1^{er} janvier, de 1,7 point, soit 25 % de la CSG, non compensée pour les retraités, a été d'expliquer que cela constituait un geste de solidarité des retraités envers les actifs et les jeunes. Aujourd'hui, pour financer la perte d'autonomie des personnes âgées ou handicapées, il avance l'idée d'une 2^{ème} journée de solidarité, soit une journée de travail non rémunérée pour les salariés. Notez qu'avec ce système, même si les revenus du capital contribuent pour 0,3 %, les patrons sont quand même gagnants ! Ainsi, les retraités financent la solidarité envers les jeunes, et les actifs financent la solidarité envers les vieux et les handicapés. Les salariés actifs ou retraités payent les uns pour les autres, le capital s'en tire à bon compte. Il fallait l'inventer !

Et à quand une 3^{ème} journée de solidarité en raison de l'augmentation du nombre des personnes âgées ? Macron nous prendrait t-il pour des cons ?

Roland ROUZEAU



TOUS ENSEMBLE, JUSQU'AU BOUT, À TOUT PRIX !!!

En cette période de fort mécontentement, de protestation, de manifestations, celle des retraités du 15 mars a été particulièrement remarquée. Les publications diverses sur les EHPAD, et l'image du grand âge, traduisent une prise de conscience de la place des retraités dans la société moderne qui tarde à émerger, depuis plus de 10 ans. La canicule de 2003 a éclairé toute une population cachée, victime en masse de l'isolement, la précarité, l'absence de soins. Malgré cela, les retraités et le Grand âge secouent encore, aujourd'hui les médias. De nombreuses publications ouvrent leurs colonnes à ce problème... Le supplément retraité de la revue « Pour » N° 207, le N° 311 de « Valeurs Actuelles » (MGEN), et le quotidien « Libération » du 3 mai qui titre sa « Une » : « Les vieux dans les yeux ». Les syndicats, aujourd'hui malmenés ne peuvent se désintéresser de cette population. Comment représenter les retraités ? Comment les retenir ? Comment les mobiliser ? Comment les défendre ?

A la lecture de toutes ces publications, on a l'impression d'une découverte qui interpelle la civilisation tout entière !!! Le psychiatre O. De Ladoucette la traduit ainsi : « Nous vivons dans une société qui a le privilège de vieillir, mais qui ne respecte pas ses vieux ». C'est vrai que par rapport aux transformations du travail, de la famille, des connaissances, des nouvelles techniques, mar-

quées par le « jeunisme », les changements rapides, la course permanente, les lenteurs survenues avec l'âge disqualifient le vieillissement. Le monde valorise, à travers tout ce qui agit, et pense, bien haut, la performance individuelle, les apparences, la sélection... l'exclusion !!! Les effets de l'âge, au fur et à mesure, physiques, psychiques, émotionnels, deviennent un poids difficile à supporter pour les « aidants naturels » et une question pour l'ensemble des actifs. C'est ainsi que peu à peu, le grand âge vit toujours, mais ignoré, caché. Les rapports entre les générations se transforment avec l'instabilité des familles, la mondialisation. Les « aidants » qui subissent cette prise en charge, en particulier les jeunes retraitées, se tournent vers la collectivité. Pour faire face, les solutions nécessitent des réflexions sérieuses auxquelles les syndicats ne peuvent se soustraire. On parle de financements, de « balluchonnage », de « droit au répit ». Concernant le nécessaire et possible combat contre les handicaps que sont la sédentarité, le déclin intellectuel, la perte d'identité, le vide affectif, l'absence au monde, l'idéologie dominante offre des fausses pistes : inactivité, nourriture inadaptée, distractions aliénantes, enfermement.

Pourtant, des réflexions récentes montrent comment retarder les handicaps : une activité physique adaptée, dépourvue de prétentions, dans un contexte convivial, retient sur l'ensemble des fonctions. La per-



manence d'une motivation intellectuelle, procurée par le mélange des générations, retarde les perturbations de la mémoire et favorise la présence au monde.

Ce combat ne peut se mener seul, c'est pourquoi la relation avec les « actifs » doit être préservée. Certes, la famille, les plus proches amis, tout comme les ressources de la proximité, sont indispensables, mais toutes les forces vives de la société, les structures syndicales, gagneront à faire une place aux anciens militants. Le maillon essentiel, ce sont les jeunes retraités qui s'écartent trop tôt. L'engagement ne souffre pas de rupture, seule la forme change. Qui mieux que les retraités pour alimenter les débats qui les concernent, et avec eux, ceux qui les rejoindront... demain. Restons ensemble, jusqu'au bout, à tout prix, pour que vieillir soit « un combat possiblement joyeux » comme l'écrit O. De Ladoucette.

Raymond DELIGNY

« SE RÉCONCILIER AVEC LE TEMPS »

Extrait de l'interview de Gilles Berrut - auteur de « Les papys qui font BOOM » - dans le n° 205 de mai/juin 2018 de « Vie nouvelle » (bulletin des retraités de la CGT)



« L'avancée en âge n'est pas une maladie à traiter. Nous sommes face à une transition démographique aussi importante que les transitions écologiques ou numériques.

Un projet politique c'est soit de la gestion, soit un mode d'organisation de la société, permettant de vivre ensemble entre générations différentes.

Je pense que nous sommes à la croisée des chemins et qu'il faut vite, sans renier le passé, reconstruire une pensée poli-

tique pour une société inclusive. Cela implique que notre relation dans la société ne soit pas basée sur la performance économique des personnes, mais davantage sur leur utilité sociale.

Une bonne politique publique devrait d'abord tenir compte du dimensionnement des problèmes : 7% des plus de 60 ans

et 17% des plus de 80 ans sont dépendants. Seuls 50% des personnes dépendantes sont en Ehpad... Donc concentrer la question du vieillissement sur la dépendance et les Ehpad, c'est oublier 90% de la population des personnes âgées. La pensée politique doit donc s'orienter vers cette population de plus de 60 ans, qui a 25 ou 30 ans de vie à vivre.

« A condition d'avoir les revenus suffisants, la longévité est une chance »... En effet, ce temps de la longévité favorise les services rendus aux ascendants comme aux descendants. De plus en plus, « les vieux » pallient les difficultés et la précarité des plus jeunes. Le mouvement associatif, dans son ensemble, est le bras de l'État pour les citoyens.

Les retraités y investissent bénévolement leurs compétences. Sans les associations, « l'État serait manchot. »

J'ai préféré publier in extenso un extrait de l'interview de Gilles Berrut et donner les coordonnées de son livre, plutôt que de faire un compte rendu qui risquait d'être insuffisamment précis de ma lecture de l'article de « Vie Nouvelle ».

Viviane GOBEAUT

J.O Paris 2024 - Programme culturel

Les J.O et leur époque :

Dans les articles précédents, nous avons appelé à recontextualiser le mouvement olympique en fonction de l'époque ; nous ne pensions pas si bien dire ! Qui pouvait imaginer que le Président de la Corée du Nord allait se servir de la caisse de résonance internationale, que constitue aujourd'hui les Jeux Olympiques, pour dominer la scène médiatique et diplomatique ?⁽¹⁾ Kim Jong Un a fait des J.O de Pyongyang le véritable enjeu de son pouvoir, au delà du sport ! Vive le sport !... s'il sert la cause de la paix !

Pour une vitrine culturelle :

Les programmes artistiques des J.O rivalisent désormais de créativité dans tous les secteurs et le programme de Paris n'échappe pas à ce mouvement. On peut désormais parler « d'Olympiades culturelles », car les rendez vous qui se sont déjà produits à Londres, Rio ou Tokyo, ont eu pour objectif d'envoyer au monde des images festives, au delà des performances sportives réalisées.

Une « communication » sur le sujet a déjà été présentée au Conseil de Paris, par la maire de Paris, Anne Hidalgo.⁽²⁾

Nous avons retenu les temps forts du projet : les « Olympiades Culturelles » dureront 4 ans et commenceront dès 2020, avec un objectif de mobilisation exceptionnelle de l'ensemble des installations de la métropole : 100 expositions majeures, 300 spectacles par semaine et plus de 100 concerts chaque soir, le tout grâce à ses 173 musées, 350 théâtres, 400 écrans de cinéma et ses 1 000 galeries d'art : Paris sera durant quatre années, capitale européenne de la culture, avec l'objectif de montrer au monde l'image d'une ville ouverte et dynamique. Tous les artistes seront invités à s'emparer des disciplines sportives pour « inventer » des « événements d'envergure internationale.

Pour une loi de programmation :



Autant ce programme culturel nous paraît pertinent, autant « l'héritage des Jeux » nous semble peu élaboré pour répondre à une dynamique sportive de proximité. La Ministre des Sports elle-même, voudrait impulser une dyna-

mique de 3 millions de licenciés supplémentaires, d'ici 2024.

Nous ne sommes pas en mesure actuellement de faire face à une telle hausse de licenciés supplémentaires. L'an dernier, les clubs franciliens ont refusé près de 10 000 demandes de licences, faute d'équipements sportifs et de créneaux horaires pour les accueillir.

« C'est dès maintenant, et non dans 6 ans, que nous devons réagir pour ne pas décevoir si nous voulons réussir une grande fête populaire » affirme Nicolas Bonnet-Oulaldj, conseiller de Paris.

D'autant plus que le coût des Jeux eux mêmes sera plus élevé, compte tenu du perfectionnement des athlètes, de l'amélioration des installations et du prix des matériaux du sport (voir par ex le prix d'un fusil de biathlon !)

Ecrivons ensemble une nouvelle page de l'Olympisme :

D'autant plus, aussi, que le sport est au cœur de la globalisation contemporaine et va bien au delà des seuls aspects sportifs eux mêmes : voir les Jeux de Pyongyang.

Dire que le sport est au cœur de la globalisation contemporaine, c'est voir qu'il est planétaire, médiatique, capitaliste. C'est un énorme marché ancré dans les vies nationales, avec des cas de corruption, ses luttes de classes et ses passions individuelles et nationales.⁽³⁾

Le sport fait face de jour en jour à une complexité de la vie sociale qui parfois le dépasse et les auteurs des nouvelles créations font face à de nouveaux enjeux sociaux, culturels et politiques.

« A l'heure de la marchandisation du sport, la vie sportive n'est point sans refléter à sa façon la complexité déroutante de la vie sociale qui en brouille les finalités humaines » : Jacques Milhau, philosophe⁽⁴⁾. Autant de raisons pour nous, de nous saisir dans le sport, de ce qui va dans le sens de la libération de soi et de l'émancipation humaine, pour ne pas rester spectateur des dérives⁽⁵⁾. Autant de bonnes raisons aussi, pour programmer dans les écoles et les clubs, des débats qui, d'ici Paris 2024, sollicitent l'éthique de tous les sportifs.



La FSU engagée dans la Charte Sociale :

La charte sociale signée par la FSU et le C.O.J.O (Comité d'Organisation des Jeux Olympiques) vise à laisser un héritage social fort, décliné autour de 4 thématiques⁽⁶⁾ :

- L'exemplarité sociale : les marchés publics devant intégrer dimensions sociale et environnementale.
- La qualité de l'emploi et des conditions de travail.
- La sécurisation des parcours professionnels des salariés et la validation des acquis.
- Le rôle moteur du sport pour un développement social et solidaire : le village olympique devrait devenir logements sociaux après les Jeux et le sport en entreprise, se développer.

Bernard Lapasset, co-Président du comité de candidature et signataire de la Charte, déclarait : « Nous voulons des Jeux exemplaires et utiles. Nos Jeux seront plus que quelques semaines de compétition. Ils laisseront une trace positive et partagée par le plus grand nombre ; un héritage durable pour la population. »

Yvon ADAM

Le Bibliographie :

¹Journal « Le Monde » fév 2018 .Edito : les JO de la Corée du Nord

²Hebdomadaire « Le Journal du Dimanche » avril 2018 : Des olympiades pour fêter les JO

³Hebdomadaire « Le Journal du Dimanche » juillet 2016 : « le sport est un objet total » : Michel Wieviorka – sociologue

⁴Quotidien « l'Humanité » janvier 2018 : « Le sport face à la complexité de la vie sociale » Jacques Milhau – philosophe

⁵La saison des sports : sociologie d'une pratique universelle et singulière : J.Michel Faure et Charles Suquo . Ed Raison d'Agir

⁶« Pour » revue de la FSU avril 2016

NOUVELLES PRATIQUES PHYSIQUES ET SPORTIVES... POUR TOUS ?



L'incitation à l'exercice physique et sportif pour se maintenir en bonne santé et à tout âge, relayée par tous les médias : radio, télévision, journaux et magazines est sans aucun doute une bonne initiative.

Et la pratique physique et sportive en France semble effectivement en voie de développement. Mais, avec quelles structures et pour qui ?

- Yvon Adam rappelle, dans son article sur les JO de 2024 à Paris, « l'an dernier les clubs franciliens ont refusé près de 10 000 demandes de licences faute d'équipements sportifs et de créneaux horaires pour les accueillir. »
- Le SNEP-FSU est intervenu et intervient encore à Marseille pour dénoncer le manque criant de piscines : Marseille (comme Lyon ou Rennes) ne compte en effet qu'une piscine, pour près de 100 000 habitants... soit 1m² pour 317 habitants !
- A Montargis, le SNEP-FSU dénonce le choix en ce qui concerne les piscines municipales, « de développer des activités rémunératrices à forte valeur ajoutée ».

• Il est vrai que de nombreuses municipalités, par manque de moyens financiers, privatisent de plus en plus leur(s) piscines ou laissent le champ libre aux « Aqualand » et autres « parcs aquatiques » privés... avec la bénédiction de la cour des comptes qui recommande « de simplifier ou supprimer le soutien de l'état ».

Aquabike, Aquafitness, Aquabuilding, Aquagym, Speedwater... la plupart du temps, les séances pour ces « nouvelles pratiques » ont lieu dans les piscines municipales, parfois au détriment des élèves en cours de natation avec le prof d'EPS.

Rappelons pourtant que la moitié des élèves qui entrent en 6^{ème} ne savent pas nager et que plus de 400 personnes meurent noyées chaque année...

Mais, et au delà de ces exemples « aquatiques » a but lucratif, les centres de remise en forme, salles de fitness, de musculation, de biogym, de loft fitness, de tonic concept, de crosstraining, avec coaching personnalisé, ce sont 1 600 à 3 000 clubs et salles privés

qui accueillent 5 à 6 millions d'adhérents, pour un chiffre d'affaire (business record en 2016 !) de plus de 2 milliards d'euros.

« Les salles de sport font salles combles » titre « la Dépêche » : « Franchise de chaîne nationale ou indépendante, cours avec coaching personnalisé ou interactif, formule pour petits budgets ou « all inclusive », chacune montre ses muscles pour se démarquer sur un marché ultra-concurrentiel. Une piscine, chauffée à 30 °C, permet de s'adonner à des disciplines atypiques, telles que l'aquatic power, l'aquacombo ou encore l'aquacycling.

L'engouement de ces dernières années s'est porté par le CrossFit. Discipline de conditionnement physique, mélangeant force athlétique, haltérophilie et gymnastique, l'activité est accessible à tous, dès 5 ans. Par opposition à la salle de sport traditionnelle, les cours sont coachés et non animés. Une heure de pratique est divisée en « wod », littéralement l'exercice du jour, à réaliser à haute intensité par séries. »

Conclusion de « L'express » en 2016 : « les clubs privés, les salles de sport, sont de nouveaux modèles de socialisation »

Sauf que le secteur privé, automatiquement, naturellement, et obligatoirement, fait le tri entre ceux qui ont les moyens de payer pour pratiquer (à Paris le tarif peut grimper à plus de 1 500 euros l'année !) et les plus défavorisés.

La solution pour l'accès du plus grand nombre à toutes les activités physiques et sportives reste bien la construction de lieux de pratique publics, ouverts et accessibles à tous : gymnases, piscines, stades... pour l'éducation prioritairement, mais aussi pour la pratique volontaire.

« Si la démocratisation du sport est incontestable, les obstacles socio-économiques à la participation aux activités physiques et sportives restent forts : plus le diplôme et les revenus sont élevés, plus la pratique est forte » (Patrick Mignon sociologue INSEP) ■

Viviane GOBEAUT

La privatisation des piscines en France

« Organiser un événement n'est pas toujours simple, mais ce qui l'est encore moins c'est de trouver le lieu adéquat. Le choix de celui-ci est très important, il doit impérativement éblouir les invités ! »

Exemple : la piscine Molitor à Paris

« Le complexe Molitor dispose lui aussi de très beaux espaces ! Entre ses mythiques cabines bleues, ses immenses verrières et ses sublimes mosaïques, vos invités ne sauront plus où donner de la tête ! Faisant par-

tie d'un hôtel 5 étoiles géré par le groupe Accor, le complexe propose 400m² de salles modulables privatisables, pouvant accueillir jusqu'à 430 personnes. Vos invités pourront aussi profiter du toit-terrasse avec une vue imprenable sur la Tour Eiffel, d'un bassin d'été ainsi qu'un bassin d'hiver. » (publicité du Groupe Moon)

Désolée... sur le site il n'y a pas les tarifs ! ■

Viviane GOBEAUT



Construire ensemble, l'indispensable bataille d'idées

Pourquoi ? Comment ?

Le fossé, que nous sommes obligés de constater, entre la mobilisation indispensable pour satisfaire nos exigences et la réalité vécue, doit nous interroger, individuellement, mais surtout collectivement, même si les retraité-e-s ne sont pas, proportionnellement, les moins mobilisés !

Comment surmonter ce fossé ?

S'agit-il des besoins et revendications exprimées, de leur crédibilité, de la pertinence des actions proposées, d'un mouvement social non adéquat ? S'interroger, individuellement, mais surtout débattre pour être efficaces. Quelques interrogations et propositions, non limitatives.

Les problèmes rencontrés et les revendications exprimées sont-ils partagés ?

notre pouvoir d'achat bloqué et même raboté ; peut-être encore davantage, nos services publics remis en cause, notamment de proximité, sécurité, transports, logement... ; les inégalités diverses et croissantes ; le droit à la santé, notamment préventive, est réduit, ainsi que l'accès à la formation et à la culture, notamment physique, tout au long de la vie ; l'aide aux handicaps est insuffisante...

Nos exigences sont-elles crédibles, et même légitimes ?

Les retraités, par leur travail, leurs impôts, leurs cotisations et leurs luttes, ont permis à la France de se développer et à la population de vivre mieux ; plus de retraités vivant plus longtemps nécessitent une part accrue, mais justifiée, des moyens disponibles ; c'est aussi un investissement rentable (emplois, équipements, recherches, vie des associations et aides aux plus jeunes...), que de permettre aux retraités, mais aussi aux autres, de vivre mieux, de bien se soigner, d'être plus disponibles, d'avoir de bons revenus ; la dette, de la France comme de la SNCF, est d'abord un outil pour justifier l'austérité, les privatisations, et aussi pour augmenter les profits financiers ; la France est riche, mais ses richesses sont captées par une minorité qui en veut toujours davantage !...



Alternatives et espoir ne sont-ils pas décisifs mais trop souvent négligés ?

Les dénonciations, diverses, sont certes légitimes, mais elles peuvent aussi être contre-productives et entraîner fatalisme, repli sur soi et individualisme, souvent alimenté par les échecs. Pourtant, aujourd'hui, des possibilités nouvelles, souvent stupéfiantes, existent, en matière de santé, de technologie, d'environnement, de nouveaux emplois, pour de nouveaux progrès. Quelle ambition, à la hauteur de notre protection sociale solidaire et de notre formation universelle, pouvons-nous, devons-nous, porter aujourd'hui ? L'espoir n'est-il pas le meilleur carburant pour le progrès et l'engagement ?

Nous retrouvons-nous dans les actions proposées ?

Comment mieux articuler local et national, associatif et syndical, syndical et politique, national et international ?... Une meilleure lisibi-

lité, dans la presse (notamment locale), dans les établissements scolaires, dans les localités et l'environnement proche... n'est-elle pas possible ? Les slogans, dans les tracts et manifs, souvent uniquement dénonciateurs, ne s'adressent-ils pas qu'aux présents, déjà convaincus, alors qu'il convient d'interroger et si possible de convaincre et de mettre en mouvement les hésitants, les utilisateurs, les jeunes, de contribuer à imposer le droit, légitime et possible, pour tous, à une vie meilleure et plus fraternelle. Encore faut-il, là encore, en débattre et pas seulement attendre que d'autres en décident pour nous...

A chacun de contribuer à ce débat et à sa mise en œuvre. Nos responsables auront la charge d'en fournir les outils. C'est la question que se pose notre commission nationale des retraités. L'enjeu l'exige ! ■

Edouard VERNIER

FILLES DE LA MER

Une illustration de la domination et de l'exploitation dont sont victimes les femmes, renforcée (si, c'est possible) en situation de guerre. L'histoire croisée de deux sœurs coréennes Haenyeo (pêcheuses en apnée), l'aînée, Hana, se sacrifiera pour épargner sa petite sœur et sera enlevée par les soldats japonais, pour devenir « femme de réconfort » en Mandchourie, dans la violence et l'humiliation. Elle résistera en s'accrochant au souvenir de sa famille et cherchera à fuir sans pouvoir se libérer de l'horreur. La cadette, Emi, elle, ne se libérera, de ses souvenirs et de sa culpabilité qu'à la fin de ses jours. Il est parfois plus difficile de respirer en dehors de l'eau que dans les profondeurs de l'océan, ... réflexions.

« *Filles de la mer* », Mary Lynn BRACHT, Robert LAFFONT, 432 pages, 22 € papier, 14,99 € numérique.



COULEURS DE L'INCENDIE

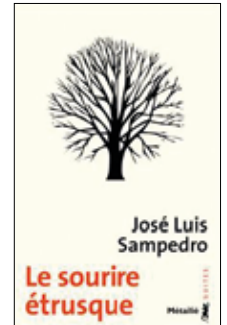
Vous avez apprécié « Au revoir là-haut », ce sera aussi le cas pour « Couleurs de l'incendie », 2^{ème} tome de la trilogie annoncée des Péricourt. Les avatars de la grande bourgeoisie industrielle et financière du début du XX^{ème} siècle, et la soif de revanche, voire de vengeance d'une femme, logiquement destinée à hériter de l'empire familial, puis trahie, considérée comme un ornement utile puis finalement ruinée et déclassée. Pierre LEMAÎTRE prend le chemin des romanciers français majeurs du XXI^{ème} siècle.

« *Couleurs de l'incendie* », Pierre LEMAÎTRE, Albin Michel, 540 pages, 22,90 €.

LE SOURIRE ÉTRUSQUE

La lutte contre « la Rusca » (le cancer) d'un vieux paysan calabrais, hébergé chez son fils à Milan pour être soigné. Contrastes entre la campagne du sud et la ville du Nord ; entre la connaissance instruite de l'expérience de la vie et la connaissance académique ; entre la vieille génération et la nouvelle. L'amour d'un grand père pour son petit fils bébé, encore couvé par sa mère... Un roman qui témoigne de la volonté farouche, de l'identité affirmée, de la tendresse, d'une certaine approche sereine de la mort d'un vieil homme. Quand un grand auteur espagnol écrit sur l'Italie profonde et contemporaine, cela donne un beau livre.

« *Le sourire étrusque* » José Luis SAMPEDRO, Métailié, 352 pages, 12 €.



LA SOCIÉTÉ DOPÉE

« Peut-on moraliser le sport sans mettre en cause l'économie de marché ? Peut-on efficacement lutter contre le dopage dans une société fondée sur le culte de la performance individuelle ? Plus vite, plus haut, plus fort. Pourquoi ? ».

« La lutte anti dopage est un alibi pour préserver la valeur commerciale du sport dont le chiffre d'affaires mondial est estimé à 900 milliards d'euros ». Le sport « doit être mis au service du bien-être, du plaisir et de la convivialité. Pas au service des médailles et de l'argent » (Jean-François BOURG - Economie du sport).

Extrait de « *Vie Nouvelle* » mai-juin 2018.

LE FILM À VOIR... LE FILM À VOIR... LE FILM À VOIR...

« EN GUERRE »

Le réalisateur de « La loi du marché » signe « En guerre », un point de vue des salariés qui engagent « la guerre » contre les patrons. En dépit des bénéfices réalisés, des accords passés, leur usine est menacée, les salariés résistent. Époustouflant, on en sort en colère contre cette machine à broyer les hommes. C'est un film nécessaire, indispensable, à l'heure où la tyrannie de l'immédiateté offre peu de place à la réflexion.



DÉFENDRE LE PEUPLE

« Le peuple ne reconnaît les traîtres que lorsqu'ils lui ont fait déjà assez de mal pour le braver impunément ».

« A chaque atteinte portée à sa liberté, on l'éblouit par des prétextes spécieux, on le séduit par des actes de patriotisme illusoire, on trompe son zèle et on égare son opinion par le jeu de tous les ressorts de l'intrigue et du gouvernement, on le rassure en lui rappelant sa force et sa puissance ».

« Le moment arrive où la division règne partout, où tous les pièges des tyrans sont tendus, où la ligue de tous les ennemis de l'égalité est entièrement formée, où les dépositaires de l'autorité publique en sont les chefs, où la portion des citoyens qui a le plus d'influence par ses lumières et sa fortune est prête à se ranger à leur parti ».

Maximilien de Robespierre – député révolutionnaire
Extrait du discours sur la guerre – 2 janvier 1792

RENDEZ VOUS EN AUVERGNE

Le plateau qui nous accueille à Vichy, c'est celui des fromages

car nous sommes dans une terre d'élevage, de prés, de pâturages, de burons qui nous offrent le St Nectaire, le Cantal, la Fourme d'Ambert et d'ailleurs, la tomme d'Auvergne,...

La chaîne des volcans c'est le poulx de la région,

le tempérament de ses habitants taiseux, opiniâtres, endurants, obstinés à tirer le meilleur parti de maigres ressources. Au plan scientifique, l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) travaille sur de nouvelles céréales qui permettent à la Limagne de produire les meilleurs rendements à l'hectare (on pourra ainsi répondre aux besoins démographiques de la planète). Bien avant, Blaise Pascal, au 17^{ème} siècle, vécut ici et démontra la matérialité de l'atmosphère, avec l'italien Torricelli, par des expériences menées depuis le sommet du Puy de Dôme et ensuite rapportées à Paris à la tour St Jacques. En ce qui concerne le massif volcanique, la région AURA (Auvergne Rhône Alpes) a échoué, pour le moment, à l'admission au patrimoine de l'Unesco, mais on peut accéder au sommet du Puy de Dôme, par le « Panoramique des Dômes ». Le record d'ascension cycliste contre la montre, détenu par l'espagnol Bahamontès, ne sera plus jamais battu !

Le thermalisme, c'est l'ensemble des sources

produites dans les entrailles des 100 volcans de la région qui donnent un panel de stations thermales telles que Vichy, Le Mont Dore, la Bourboule, Royat, Bourbon l'Archambault, Nérès les Bains, Chaudes Aigues..... Les villes thermales d'Auvergne viennent de déposer un dossier pour être inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco, en liaison avec d'autres stations européennes.

Le terreau sportif montre un fort taux d'engagement

de la population pour les activités de pleine nature : d'abord le ski alpin et le ski nordique auvergnats, dont la réunion avec Rhône Alpes, permet de produire le plus grand domaine skiable mondial pour cette seule région, devant l'Autriche, la Suisse, les USA.

Ici nos athlètes skieurs internationaux sont des régionaux AURA ! C'est une



20. Les Auvergnats chez eux. — Vieilleur et cabretaïre.

retombée indirecte du bénéfice des jeux olympiques de Grenoble 1968 et d'Albertville 1992.

Mais l'Auvergne, c'est aussi le rugby, puisque l'Association Sportive de Monferrand (A.S.M.) joue, depuis des années, les premiers rôles en France et

en Europe, même si pour cette saison 2017-2018 cela a tourné au fiasco.

L'Auvergne c'est également une des meilleures écoles de saut à la perche du monde, avec Renaud Lavillénie (élève de d'Encausse), issu du club d'athlétisme, le CAA, qui vient d'être classé 4^{ème} club

national masculin/féminin confondus. M. Pierre Gattaz parle du rôle social des entreprises en droit, mais oublie leurs devoirs. Ainsi, en Auvergne, nous avons 2 grands fleurons du CAC 40 aux stratégies différentes : le fabricant de pneumatiques Michelin à Clermont Ferrand, et le fabricant de cosmétiques L'Oréal à Vichy. Inspiré du familistère de Guise (Aisne), avec un brin de paternalisme, Michelin a développé, dès le début des années 1900, les cités Michelin, les centres d'apprentissage Michelin, les centres de loisirs Michelin, le stade de football, permettant de financer le rugby, l'athlétisme, la lutte gréco-romaine, qui ont conduit à toucher les niveaux nationaux européens et mondiaux. L'Oréal et sa déclinaison à Vichy, L.I.D.V., développe uniquement une activité financière et marchande. L'entreprise utilise et use à loisir du concept « Vichy Beauté » mais sans aucunes retombées sociales sur la vie culturelle et sportive locale. Pas un eurocent dans les clubs sportifs : s'il y avait le même volontarisme que Michelin, Vichy aurait des équipes professionnelles et amateurs dans toutes les disciplines, sports collectifs, aviron, natation, jumping, tennis, golf...

Mais du temps où Mme Bettencourt vivait, le seul fait de percevoir le jour du versement du dividende de ses millions d'actions L'Oréal, cela mobilisait une armée de 7 comptables et financiers pour réaliser les meilleurs placements : ils n'ont jamais pensé à faire rayonner les habitants de Vichy, simplement considérés comme des machines à cash.

Et dans ce terreau fertile en création humaine, nous avons rencontré l'Histoire, suite au choix de Pétain, de faire de Vichy, la capitale de l'État Français de juin 1940 à juillet 1944, car la ville comptait plus de 5 000 chambres d'hôtel transformées en bâtiments publics, ambassades et qui était

équipée du central téléphonique et télégraphique le plus performant d'Europe, capable d'envoyer, dans le Monde, les libelles et dépêches du pouvoir qui a collaboré avec l'occupant.

Vichy c'est aussi un grand Opéra aux saisons musicales prestigieuses : opéras, danse, concerts, théâtre, dont notamment Igor Stravinski, les ballets russes de Diaghilev, Maurice Béjart etc...



L'Auvergne, c'est enfin un terreau d'écologie avec le passage en direct des saumons qui remontent, depuis l'Islande et le Groenland, le cours de la Loire et de l'Allier, jusqu'à leurs lieux de ponte en Haute Loire. En mai 2019, on pourra voir passer les saumons, les lamproies, les anguilles.

Qui dit aussi nature, doit se référer au massif forestier, spécifique à cette région, qu'est la futaie Colbert à Tronçais dans l'Allier, mise en œuvre par le ministre de Louis XIV, qui donne aujourd'hui les plus beaux chênes pluricentennaires pour le bois d'œuvre et les merrains, utilisés au tonnage pour les grands vins de Bordeaux et pour le Cognac.

Nous vous attendons nombreux à Vichy. ■

Victor KOVALIK

STAGE NATIONAL DES RETRAITÉS SNEP-FSU : VICHY - MAI 2019.

L'Auvergne :

- un plateau de fromages
- une chaîne de volcans
- un thermalisme
- un terreau sportif
- un terreau historique

Depuis juin 1973, pour les professeurs hommes (P.H.) et depuis 1982, pour les professeurs femmes (P.F.), toute la fratrie des professeurs d'EPS de France est passée par le CREPS de Vichy pour les épreuves du CAPEPS et, depuis plus de 10 ans, pour l'agrégation et les divers concours (externe, interne et spécifique).

Plus de 90% de nos effectifs ont eu à vivre le climat pesant, stressant et... au final, libérateur, par la réussite au concours qui apporte : le plan de carrière, le statut du fonctionnaire, l'avenir ouvert et porteur de projets individuel, collectif, professionnel, une retraite par répartition à 75% du traitement des 6 derniers mois d'activité.

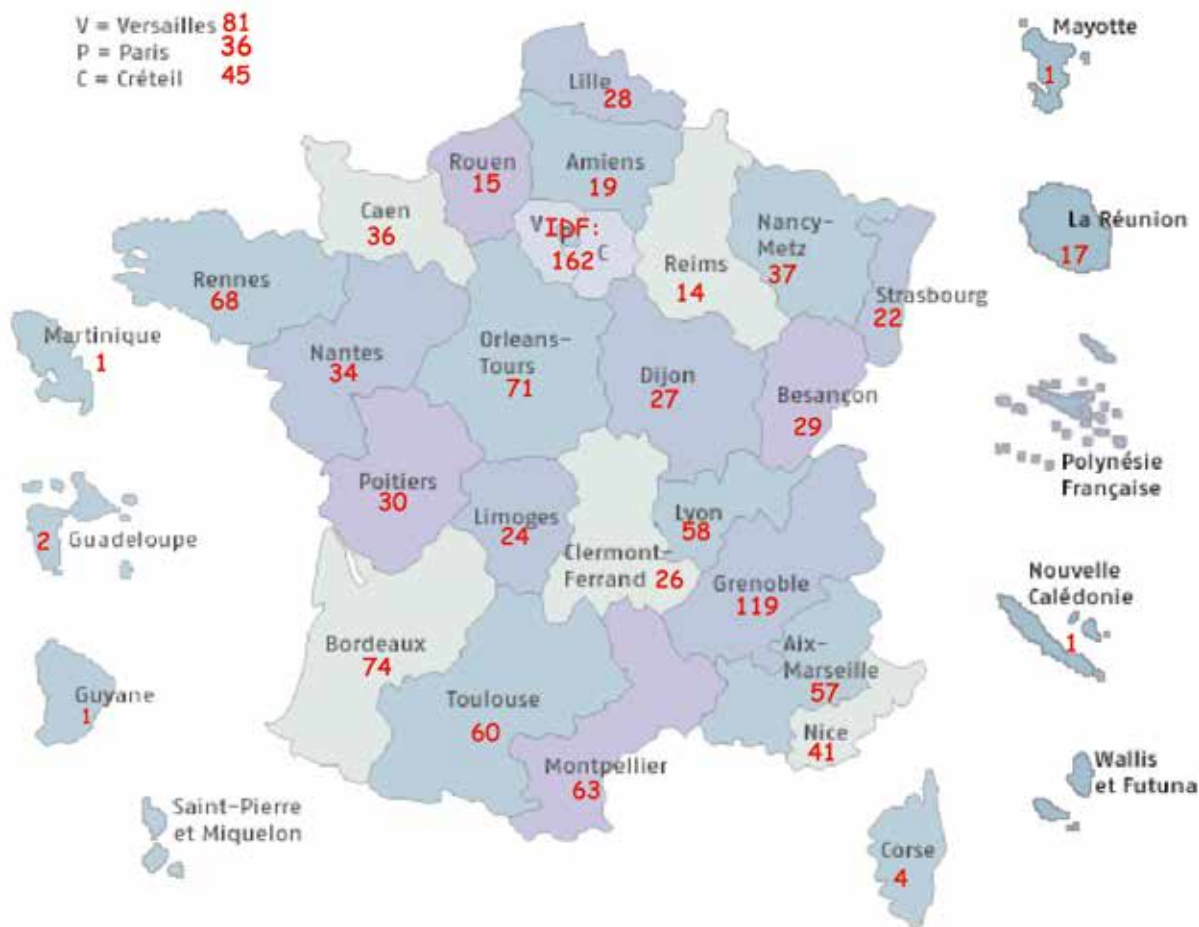
Si nous ne nous mobilisons pas, Macron - qui tient le stylo du Medef aux 10 000 permanents, soit 15 fois supérieur au nombre de nos députés et sénateurs - va éliminer toute cette



belle histoire de l'EPS en France avec ses personnels de catégorie A (haute fonction publique), capables de gestion et de création dans ce domaine spécifique et transversal qu'est l'enseignement de l'EPS, qui traite didactiquement plus de 110 disciplines sportives, du champ social des pratiques, toujours en constante évolution et création. ■

Victor KOVALIK

SYNDICALISATION LE 30 MAI 2018 : 1 141 SYNDIQUÉS



Hors de France : 1



Bulletin de préinscription – COUPON RÉPONSE

A titre indicatif, afin de pouvoir réserver suffisamment tôt (obligation de versement d'arrhes un an à l'avance).

Nous vous demandons de bien vouloir vous préinscrire auprès de Louise GAVARY.

Par mail : louise.gavary@snefpsu.net ou par téléphone : 01 44 62 82 12

AU PLUS TARD LE 30 AOUT 2018 pour les séjours 2019

Dans le bulletin de septembre les dates précises seront communiquées.

NOM : PRÉNOM :

NOMBRE DE PERSONNES :

	OUI	NON	PEUT-ÊTRE
VERCORS (Janvier-février)			
BRETAGNE (Septembre)			
LA ROCHELLE (Juin)			
AUVERGNE (à définir)			
DINARD (Septembre ou juin)			



et n'oubliez pas de régler votre cotisation de 10 euros à l'ordre de l'association « SNEPTOUJOURS »